

DOC-BOARD-22-03-03

Mise à jour des politiques

Document destiné à l'information et à la discussion

Objectif de ce document

Ce document a pour objectif d'apporter une vue d'ensemble des campagnes de politique et de plaidoyer actuelles et à venir du FEPH, notamment les procédures législatives en cours au niveau de l'Union européenne, ainsi que les principales campagnes de sensibilisation (par exemple, le retrait du protocole additionnel à la Convention d'Oviedo). Ce document ne comprend pas les travaux du FEPH en matière de transposition ou de mise en œuvre de la législation européenne. En résumé, ce document couvre les activités de lobbying actuelles et les activités liées à des politiques européennes spécifiques.

Questions destinées au Conseil

- Êtes-vous d'accord avec la liste de campagnes ci-dessous ainsi qu'avec l'approche du FEPH dans ce cadre ?
- Y a-t-il d'autres développements politiques importants à suivre par le FEPH en ce moment au niveau européen ?
- Menez-vous une campagne politique que le FEPH pourrait soutenir ?

Examen de l'Union européenne par la CDPH

Le début du deuxième examen de l'Union européenne par le Comité CDPH débute ce mois-ci. Après consultation des membres et du Conseil d'administration du FEPH, le **rapport alternatif du FEPH** a été soumis au Comité CDPH le 14 février.

Le FEPH a contribué à l'élaboration d'une série de documents complémentaires, qui ont été soumis au Comité CDPH :

- Un document d'information conjoint sur l'égalité et l'intersectionnalité approuvé par 12 organisations européennes.
- Un rapport alternatif sur le rôle de l'Union européenne dans les actions extérieures avec le Consortium international pour le handicap et le développement (IDDC).
- Un rapport conjoint envoyé par le Cadre de suivi de l'Union européenne sur le Comité CDPH.

[De plus amples informations sur les soumissions du FEPH sont disponibles sur le site du FEPH.](#)

Le 26 janvier, le FEPH a participé à une première réunion informelle avec le rapporteur de la CDPH pour l'Union européenne, Markus Schefer (Suisse). La réunion s'est tenue en ligne et a été facilitée par l'Alliance internationale des personnes handicapées. La réunion privée avec le Comité aura lieu le 16 mars. Le FEPH sera représenté par Yannis Vardakastanis, le président de notre Comité des droits de l'homme, Klaus Lachwitz et notre responsable des droits de l'homme, Marine Uldry. Les membres du FEPH, l'UEA, l'ENUSP, inclusion Europe, Autisme Europe, l'ENIL et l'UEF seront également présents.

Contact : Marine.

Conseil de l'Europe - retrait du projet de protocole additionnel à la Convention d'Oviedo

Nous poursuivons notre campagne contre le projet de protocole additionnel à la Convention d'Oviedo relative au traitement et au placement sous contrainte en psychiatrie. Le 2 novembre, le Comité de bioéthique du Conseil de l'Europe a accepté de transmettre le texte finalisé au Comité des ministres pour décision. Le groupe de rapporteurs sur les droits de l'homme du Conseil des ministres s'est réuni le 15 février 2022 pour examiner le projet de protocole. D'après les réactions que nous avons entendues, aucun consensus n'a été atteint sur le texte et certains États membres ont demandé plus de temps pour prendre une décision.

Le 17 mars 2022, la commission des affaires sociales, de la santé et du développement durable de l'Assemblée parlementaire [organisera l'audition d'un rapport sur la désinstitutionnalisation, qui comprend un avis sur le projet de protocole additionnel à la Convention d'Oviedo. L'adoption du rapport de l'intergroupe sur le handicap et de ses recommandations est prévue pour la fin du mois d'avril. Ce rapport devrait critiquer le protocole additionnel.](#)

Le FEPH et SME ont mis à jour le [site web de la campagne](#) et ont encouragé les membres à envoyer des lettres aux représentants de leur pays. Par ailleurs, le FEPH et Human Rights Watch ont contacté la délégation de l'Union européenne au Conseil de l'Europe, qui a accepté de partager notre matériel avec les États membres de l'UE.

Contact : Marine.

Union européenne

Stratégie européenne en faveur des droits des personnes handicapées

La [plateforme sur le handicap](#) a été créée en décembre 2021. Les membres ont été sélectionnés par le biais d'un appel à manifestation d'intérêt. Le FEPH et plusieurs de ses membres ont été acceptés comme membres de la plateforme. Ana Peláez et Gunta Anca sont les représentantes officielles du FEPH au sein de la plateforme, soutenues par le secrétariat du FEPH.

Le 18 février dernier, la plateforme sur le handicap a approuvé son programme de travail pour 2022, après avoir reçu les suggestions de tous ses membres. Un grand nombre des recommandations du FEPH et des organisations de la société civile ont été incluses. Certains sujets tels que les femmes et les filles handicapées, les jeunes handicapés et les actions de coopération internationale ne figurent pas au programme de travail de cette année.

La plateforme sur le handicap tiendra trois réunions par an, au cours desquelles les membres discuteront des différentes actions de la stratégie, y compris les appels aux États membres, les révisions de la CDPH, les priorités des présidences tournantes de l'UE et les priorités des organisations de la société civile. En outre, chaque réunion abordera trois initiatives phares

de la stratégie européenne sur les droits des personnes handicapées. Pour 2022, il s'agit des initiatives suivantes :

1. Le paquet emploi pour les personnes handicapées.
2. La carte d'invalidité.
3. L'accessibilité du centre européen.

Lors de la dernière réunion, la plateforme sur le handicap a décidé de créer des sous-groupes d'experts pour travailler sur chacune de ces initiatives phares. Le secrétariat du FEPH participera à ces sous-groupes (Haydn, Marie et Alejandro, respectivement).

Les deux autres réunions de 2022 auront lieu le 23 juin ainsi qu'au mois d'octobre. Cette dernière comprendra un événement ouvert sur la capacité juridique et la prise de décision assistée.

Contact : Alejandro et Haydn.

Fonds pour la reprise et la résilience Covid-19

Le Fonds pour la reprise et la résilience (FRR) constitue une priorité pour le FEPH, et notamment les programmes de reprise et de résilience (PRR) décrivant comment les fonds seront dépensés dans chaque État membre. À ce stade, tous les programmes nationaux ont été adoptés, à l'exception de celui des Pays-Bas, en raison d'un retard dû à une élection nationale. La page web [reprenant tous les programmes nationaux est disponible ici](#).

Bien que la possibilité d'influer sur le contenu des plans nationaux de reprise et de résilience se soit éteinte, nous sommes toujours en mesure d'influencer les priorités de dépenses par le biais du processus du **semestre européen**. Les recommandations spécifiques par pays que la Commission adressera aux États membres en 2022 dans le cadre du prochain cycle semestriel serviront de base pour indiquer aux gouvernements nationaux à quels domaines consacrer la majeure partie des fonds reçus par le biais du FRR.

Notre objectif de plaidoyer est donc de s'assurer que l'investissement dans le soutien aux personnes handicapées, en particulier dans l'emploi, l'éducation inclusive et les services communautaires figure en bonne place dans les recommandations. Nous avons déjà

entretenu des contacts avec la Commission européenne concernant les données particulièrement inquiétantes au niveau de l'UE quant aux taux d'emploi et de pauvreté dans un certain nombre d'États membres, afin d'apporter des suggestions sur la façon dont les recommandations spécifiques par pays pour 2022 peuvent aborder cette question.

Par l'intermédiaire du Groupe d'experts européens sur la transition des soins en institution aux soins de proximité, nous contactons également les responsables de la Commission pour leur demander des recommandations quant à l'intergroupe sur le handicap, à la vie en autonomie et aux services de proximité.

Contact : Haydn

Égalité et non-discrimination

- La **proposition de directive horizontale sur l'égalité de traitement** est toujours bloquée au Conseil de l'Union européenne. En octobre 2021, le FEPH et les organisations de défense de l'égalité ont rencontré le rapporteur au Parlement européen pour discuter des [amendements régressifs](#) apportés par la présidence portugaise, notamment la suppression de l'article sur l'accessibilité et l'ajout d'une exemption temporaire des aménagements raisonnables. Le FEPH avait l'intention de contacter ses partenaires pour préparer une brève position sur le texte qui sera partagée avec la présidence française et la commissaire Helena Dalli. Cependant, en raison d'autres priorités de toutes les organisations, cette activité n'a pas eu lieu.

Contact : Marine

- La Commission européenne mène une [consultation sur les organismes pour l'égalité](#) ouverte jusqu'au 18 mars. Les organismes pour l'égalité sont importants au niveau national pour promouvoir l'égalité et la non-discrimination et soutenir les victimes de discrimination. Cette initiative de l'UE vise à renforcer les organismes de l'égalité des chances en fixant des normes minimales sur leur mode de fonctionnement pour tous les motifs de discrimination et les domaines couverts par la réglementation européenne en matière d'égalité. Le FEPH prépare un exposé de position qui sera partagé avec le Conseil avant la réunion. Contact : Marine

Femmes handicapées

- La Commission européenne prévoit différentes initiatives pour lutter contre la violence à l'égard des femmes et les pratiques préjudiciables, dont une proposition de directive qui sera publiée le 8 mars. De plus amples informations sont disponibles dans le document DOC-BOARD-22-03-04. Contact : Marine.
- La [directive sur la transparence des salaires](#) « À travail égal, salaire égal entre hommes et femmes ». La proposition de directive sur la transparence des salaires a été publiée en mars 2021 et est actuellement examinée par le Parlement européen. Le FEPH a envoyé [des propositions d'amendements](#) aux principaux députés européens, notamment pour garantir que la transparence des rémunérations englobe tous les types d'emploi, que les informations sur les rémunérations soient accessibles aux personnes handicapées et que des données désagrégées soient collectées sur les rémunérations des femmes et des hommes handicapés. Les propositions du FEPH ont été reprises dans la position du Lobby européen des femmes. Plusieurs amendements du FEPH ont été pris en compte dans le [projet de rapport sur la directive adopté par les rapporteurs](#). Le vote dans les comités compétents aura lieu le 17 mars. De nombreux amendements concernant les personnes handicapées et l'accessibilité sont inclus dans les amendements de compromis. La date du vote en plénière doit encore être confirmée. Contact : Marine.

Protection des « adultes vulnérables » en matière civile

La Commission européenne mène une [consultation sur les aspects civils de la protection transfrontalière des adultes vulnérables](#), ouverte jusqu'au 29 mars. Cette consultation est essentielle, car les propositions sur le sujet peuvent violer le droit à la capacité juridique des personnes handicapées et soutenir la ratification de la [Convention de La Haye sur la protection des adultes vulnérables](#). Le FEPH travaillera avec un consultant pour préparer une prise de position à soumettre dans le cadre de la consultation. L'exposé de position doit inclure des exemples concrets d'obstacles et de violations des droits de l'homme auxquels sont confrontées les personnes handicapées dans les affaires civiles transfrontalières. Si vous en avez un exemple, veuillez contacter : Marine

Participation politique

- Le Parlement européen a publié un projet de résolution et une proposition pour une [réforme de la loi électorale de l'UE](#). Le Secrétariat du FEPH a publié un [exposé de position sur la proposition de loi électorale de l'UE](#) avec des amendements qui ont été pris en compte par le rapporteur ainsi que dans les amendements de compromis avec d'autres parlementaires. Le rapport n'a pas encore été voté par la commission responsable, car les avis des groupes politiques quant à cette réforme divergent. Heureusement, ces différences ne comprennent pas les dispositions visant à garantir le droit de vote des personnes handicapées et l'accessibilité des élections européennes. Normalement, le rapport devrait être voté en plénière au printemps. Contact : Alejandro.
- La Commission européenne a publié une révision des deux directives établissant les règles communes permettant aux **citoyens européens mobiles de voter aux élections du Parlement européen et aux élections municipales**. Les citoyens européens mobiles sont des citoyens européens non nationaux qui vivent dans un autre État membre. Suite à notre réponse aux consultations publiques de la Commission de l'année dernière, les deux directives prévoient l'obligation d'informer sur les conditions et les règles d'inscription des électeurs ou des candidats, y compris les informations générales sur les élections, dans des formats accessibles aux personnes handicapées. La Commission recommande également aux États membres, dans un considérant, de prévoir des dispositions appropriées pour que les personnes handicapées puissent exercer leur droit de vote. Ces directives n'émanent que du Conseil et, par conséquent, le Parlement européen ne pourra pas les modifier. Nous recommandons à nos membres de prendre contact avec les gouvernements nationaux afin de résoudre les difficultés rencontrées par les citoyens européens mobiles handicapés lors de leur participation aux élections européennes et locales. Contact : Alejandro.

Conférence sur l'avenir de l'Europe

Le secrétariat du FEPH a proposé des idées à la Conférence sur l'avenir de l'Europe par le biais de sa [plateforme multilingue \(toujours inaccessible\)](#). Le Président du FEPH participera à

la réunion plénière de la Conférence le 12 mars. En outre, le secrétariat du FEPH a contribué aux positions de la [Convention de la société civile sur l'avenir de l'Europe](#), une coalition d'organisations de la société civile qui a également soumis des recommandations à la conférence. La manière dont la conférence traitera les recommandations formulées par les citoyens et le suivi par les institutions ne sont pas encore clairs. La conférence se clôturera le 9 mai.

[Vous trouverez toutes les activités du FEPH concernant la Conférence sur l'avenir de l'Europe sur cette page.](#)

Contact : Alejandro.

Politiques sociales

- La [directive sur le salaire minimum](#) constitue le premier texte législatif issu du plan d'action pour le pilier social. Notre [exposé de position sur le salaire minimum](#) est disponible en ligne. Sur cette base, nous avons préparé une série de propositions d'amendements visant à interdire les exceptions aux cadres du salaire minimum fondées sur le handicap ; à s'assurer que les règles du salaire minimum s'appliquent également à l'emploi protégé ; à garantir la place des personnes handicapées et des OPH dans le dialogue social et la négociation collective ; à empêcher que le salaire d'une personne ait un impact sur son allocation d'invalidité ; et à garantir l'accessibilité des informations sur le statut d'emploi. Le Parlement européen a approuvé un rapport reprenant nos principales recommandations et négocie actuellement avec le Conseil. Nous avons contacté la Présidence française et les rapporteurs du Parlement pour leur rappeler nos priorités, et les inciter à les conserver dans l'accord final. Vous [pouvez lire nos amendements ici](#) et suggérer à votre gouvernement national de les soutenir au Conseil. Contact : Haydn.
- La directive sur [les rapports non financiers des grandes entreprises](#), **qui est remplacée par la directive sur les rapports de durabilité des entreprises**. Nous demandons que les entreprises soient tenues de rendre compte de manière plus détaillée de la manière dont elles intègrent les travailleurs handicapés, proposent des aménagements raisonnables et rendent leurs services utilisables par les personnes handicapées. Une [nouvelle proposition](#) a été publiée par la Commission et est

actuellement examinée par le Parlement et le Conseil. Nous avons identifié le rapporteur et les rapporteurs fictifs de la commission des affaires juridiques du Parlement européen et leur avons envoyé [nos propositions d'amendements](#). Celles-ci ont été intégrées. Contact : Haydn.

Santé

- La Commission européenne a organisé une [consultation sur un nouveau programme de dépistage du cancer](#) (ouvert jusqu'au 22 février). Le FEPH a préparé une prise de position qui sera soumise le 22 février et assurera un suivi direct avec les parties prenantes concernées au sein de la Commission. Contact : Marine.

Acte européen sur l'accessibilité

Parallèlement à la transposition nationale, la Commission européenne a lancé le processus de consultation en vue de la publication d'une demande finale aux organismes européens de normalisation d'élaborer des normes harmonisées pour soutenir l'Acte. [Le FEPH a donné son avis sur le projet de demande de normalisation](#). La Commission met actuellement la dernière main au mandat de normalisation définitif. Lorsqu'il sera prêt, la Commission et les organismes européens de normalisation signeront un contrat et le travail de normalisation commencera. La Commission demandera six normes :

- Révision de la norme EN 301 549 sur l'accessibilité des TIC ;
- Révision de la norme EN 17161 sur l'accessibilité selon une approche de conception pour tous ;
- Révision de la norme EN 17210 sur l'accessibilité et la facilité d'utilisation de l'environnement bâti ;
- Nouvelle norme sur les informations non informatiques (par exemple, les informations sur le papier, dans le produit lui-même ou dans l'emballage) ;
- Nouvelle norme sur les services d'assistance aux clients des services ;
- Nouvelle norme visant à garantir l'accessibilité et l'interopérabilité du numéro d'urgence européen 112.

Le FEPH prévoit de s'engager activement dans le développement de ces normes et recommande également à tous ses membres de s'impliquer par les moyens suivants :

- En proposant des experts techniques pour rédiger les normes dès que les appels à experts sont publiés par les organismes européens de normalisation (environ avant l'été) ;
- En rejoignant les comités techniques européens responsables des normes ;
- Ou en rejoignant les comités miroirs nationaux des organismes nationaux de normalisation.

Contact : Mher et Alejandro.

Green Deal

- Le FEPH est partenaire officiel de l'initiative « [Nouveau Bauhaus européen](#) ». Nous avons fait connaître la [2^e édition du Prix du Nouveau Bauhaus Européen](#) et nous aurons bientôt une formation sur l'initiative du Nouveau Bauhaus européen et son utilisation pour les personnes handicapées. Contact : Marie.
- La FEPH poursuit ses activités avec l'« Alliance pour une transition juste » dirigée par SOLIDAR afin de s'assurer que les initiatives prévues dans le cadre du **Green Deal** sont inclusives et respectent également la durabilité sociale. Nous travaillerons plus étroitement l'Alliance sur le « **Fonds pour une transition juste** » et le « **Fonds social pour le climat** ». Contact : Marie.
- Nous poursuivons nos activités sur la révision de la [directive sur la performance énergétique des bâtiments](#) afin de garantir que l'accessibilité soit prise en compte dans l'évaluation de la performance énergétique des bâtiments. La [Commission a adopté sa proposition en décembre 2021](#) et nous avons contacté le rapporteur du Parlement européen et demandé une réunion. Contact : Marie.

Numérisation

- La [législation sur les services numériques](#) comprend des règles pour les services en ligne tels que les fournisseurs d'accès à Internet, les services en cloud, les marchés

en ligne, les app stores et les réseaux sociaux, entre autres. La [législation sur les marchés numériques](#) vise à réglementer les plateformes « gardiennes », c'est-à-dire les plus grands acteurs qui ont un pouvoir de marché important, par exemple Facebook ou Amazon. Nous avons publié un [exposé de position sur la DSA et la DMA](#) avec des propositions d'amendements, qui ont été prises par différents députés. Le Parlement a désormais adopté ses positions sur la DSA et la DMA, qui comprennent des dispositions strictes en matière d'accessibilité pour les plateformes en ligne (voir [article 19 une \(nouvelle\) DSA](#) et [article 7, paragraphe 1 DMA](#)). Les dossiers sont en cours de discussion avec le Conseil en trilogues et il y a un certain recul du Conseil. Le FEPH a contacté la Présidence française pour lui demander d'accepter les dispositions relatives à l'accessibilité suggérées par le Parlement européen, et nous recommandons aux conseils nationaux du FEPH d'intervenir auprès de leur gouvernement pour soutenir l'accessibilité dans ces législations. Contact : Mher.

- Le règlement sur l'[intelligence artificielle](#). Le FEPH a récemment publié un [exposé de position sur le règlement de l'IA](#), sur la base duquel il élaborera des propositions de modifications du règlement. Entre-temps, il a également contribué à l'élaboration du [rapport thématique du rapporteur spécial des Nations unies sur l'intelligence artificielle](#). [Le rapport thématique sur l'IA a désormais été publié](#) et fait référence au travail du FEPH sur l'IA, y compris notre rapport « Plug & Pray ». En coordination avec les organisations partenaires qui défendent les droits numériques (EDRi) et d'autres défenseurs de la société civile, nous rédigeons des amendements conjoints à partager avec les membres du Parlement sur la base du document de position du FEPH sur l'intelligence artificielle et de notre [appel conjoint de la société civile à mettre les droits fondamentaux au premier plan dans la loi sur l'intelligence artificielle](#).

Nous conseillons aux membres du FEPH de contacter leur ministère responsable de la loi sur l'IA et de partager la position du FEPH, en soulignant les aspects d'accessibilité et de protection des droits fondamentaux des personnes handicapées. Contact : Mher.

- Refonte du [règlement sur l'itinérance](#). Le FEPH a publié un [exposé de position sur la refonte du règlement sur l'itinérance](#) et l'a partagé avec ses alliés au Parlement européen. Le Parlement européen et le Conseil se sont mis d'accord sur un texte de compromis, qui comprend également une référence spécifique à la garantie d'un accès

égal pour les personnes handicapées. [Vous trouverez un bref résumé sur le site du FEPH](#). Contact : Mher.

- **Règlement sur l'ID numérique ?** La Commission européenne a proposé un [règlement révisé sur les services d'identification et d'authentification numériques](#) qui, de manière positive, comprend des exigences claires en matière d'accessibilité liées à la loi européenne sur l'accessibilité. Après avoir évalué la proposition, le secrétariat du FEPH a été très agréablement surpris de ne pas devoir proposer d'amendement, car la Commission a intégré les exigences d'accessibilité. Nous suivrons l'évolution de ce règlement pour veiller à ce que ces dispositions ne soient pas perdues au cours des négociations. Contact : Alejandro.
- **Directive sur l'accessibilité du web.** [Le FEPH a répondu à la consultation publique ouverte dans le cadre de l'évaluation par la Commission de la directive sur l'accessibilité du web](#) et a participé à un entretien approfondi avec les évaluateurs. Entre-temps, les [États membres ont publié leurs premiers rapports de suivi](#) sur la mise en œuvre de la directive sur l'accessibilité du web. La France, le Portugal et Chypre n'ont pas encore soumis leur rapport. Contact : Carine.
- **Directive sur les services de médias audiovisuels (directive SMA).** D'ici la fin de l'année, les États membres sont tenus de faire rapport à la Commission européenne sur la mise en œuvre des exigences d'accessibilité de directive SMA (article 7.1). Le FEPH contactera la Commission européenne afin de s'enquérir de ses projets en matière de soutien aux États membres lors de l'établissement des rapports, notamment pour garantir un engagement significatif des consommateurs handicapés, des OPH et des experts en accessibilité des médias.

[Nous conseillons aux membres du FEPH de contacter leur autorité réglementaire nationale pour se renseigner sur l'exercice de déclaration](#). Veuillez également informer Mher des mises à jour et contactez-le pour toute question/support. Veuillez noter que certains pays sont en retard dans la transposition de la directive SMA, alors que la date limite était fixée à septembre 2020, ce qui pourrait créer des problèmes au niveau des rapports.

- **Politique de l'Union européenne pour la décennie numérique.** Au printemps 2021, la Commission européenne a publié sa vision de la numérisation de l'Union européenne au cours de la prochaine décennie, intitulée « [Une boussole numérique pour 2030: l'Europe balise la décennie numérique](#) », dans laquelle l'accessibilité et les droits des personnes handicapées ne sont abordés qu'en relation avec la participation à la vie démocratique et aux services publics, et dans le cadre des trois autres piliers de la politique, à savoir le renforcement des compétences numériques, le développement de l'infrastructure numérique et la numérisation du secteur privé. Pour soutenir les objectifs du Digital Decade Compass, la Commission a proposé un [programme politique pour définir la voie à suivre pour atteindre ces objectifs](#), et prévoit de proposer au Parlement européen et au Conseil une déclaration interinstitutionnelle sur les principes et les droits numériques ([plus d'informations sur le site web de la Commission](#)). Le FEPH a participé activement au processus de consultation pour le développement de l'agenda de la décennie numérique de l'Union européenne, notamment en fournissant des commentaires sur les consultations pour le [Programme politique de la décennie numérique](#) et la [Déclaration de principes numériques de l'Union européenne](#). Récemment, le FEPH a également envoyé des amendements à l'avis de la commission du Parlement européen sur le dossier. Contact : Mher

Transport

- La Commission européenne a publié sa [communication sur le nouveau cadre pour la mobilité urbaine](#) le 14 décembre 2021. Nous avons également [publié notre analyse du cadre](#) et nous suivons les initiatives proposées. Contact : Marie et Mher.
- **Transport intermodal :** La Commission européenne a lancé la [révision du réseau transeuropéen de transport \(règlement RTE-T\)](#) en décembre 2021. La nouvelle proposition a renforcé les dispositions relatives à l'accessibilité et au handicap dans le règlement RTE-T, et nous pensons que nos réactions lors des consultations et des discussions pendant la conférence ferroviaire de 2021 ont eu une influence positive sur la proposition. Nous possédons déjà un [exposé de position sur les RTE-T](#) que nous avons l'intention de mettre à jour sur la base du règlement proposé. Entre-temps, [nous avons publié un résumé complet de la proposition de la Commission](#). Contact : Mher.

- **Droits des passagers** : La Commission a publié ses [évaluations des règlements relatifs aux droits des passagers](#), auxquelles nous avons contribué tout au long de 2019 et 2021 dans le cadre de plusieurs consultations et réunions ([air](#) ; [bus et autocar](#) ; [mer et voies navigables](#)). Nous avons également [envoyé des commentaires sur l'évaluation d'impact](#) des règlements **air** (règlement général et règlement spécifique aux droits des personnes handicapées), **bus et autocar**, et **transport maritime** sur les droits des passagers. Enfin, nous avons également eu un entretien avec l'unité compétente de la Commission européenne, et nous estimons que notre contribution a été bien prise en compte. Nous continuerons à demander à la Commission de réviser les règlements mentionnés afin de combler les lacunes juridiques restantes et d'améliorer la mise en œuvre. Contact : Mher et Marie

Mobilité - Carte européenne d'invalidité

Dans la stratégie en faveur des personnes handicapées, il a été annoncé que la **carte européenne d'invalidité** serait adoptée d'ici 2023. Nous travaillons actuellement avec un avocat bénévole afin d'obtenir des conseils juridiques pour renforcer notre position et présenter nos options politiques préférées à la Commission. En outre, nous participerons également à un sous-groupe d'experts de la Plateforme des personnes handicapées qui travaillera sur la proposition. Contact : Marie.

Jeunes handicapés

2022 est l'Année européenne de la jeunesse (AEJ). Comme les autres années, les ONG peuvent organiser des activités dans ce cadre. Le FEPH fait partie du groupe de parties prenantes de la Commission européenne qui traite de ce sujet. Quatre réunions de ce groupe sont prévues pour cette année, et deux réunions supplémentaires pour 2023. Le FEPH a déjà participé à la première réunion. Le groupe est composé de représentants de la société civile et des [coordinateurs nationaux de l'Année européenne de la jeunesse](#). Nous recommandons aux conseils nationaux du FEPH de contacter ces coordinateurs pour inclure le point de vue des jeunes handicapés et s'assurer que les actions sont accessibles.

Le FEPH a également rencontré les services de la Commission européenne et, à la suite de ces discussions, les OPH ont été invitées à s'y joindre. De plus, une activité a été introduite

dans l'[agenda de l'AEJ](#), afin que les organisateurs puissent inclure l'accessibilité physique et la langue des signes.

[Découvrez comment participer à l'AEJ.](#)

Contact : Loredana.

Coopération internationale

- Lors du **Sommet mondial sur le handicap**, l'UE a pris 17 nouveaux engagements politiques afin de garantir que son travail en matière de coopération internationale et d'action humanitaire n'exclut pas les personnes handicapées. Le FEPH surveillera ces nouveaux engagements pour s'assurer qu'ils sont mis en œuvre. Le secrétariat du Sommet mondial des personnes handicapées demandera à l'Union européenne de revoir ses engagements dans deux ans. Contact : Marion.
- Le 6^e sommet Union européenne-Union africaine a eu lieu les 17 et 18 février 2022. En 2020, la commission du développement du Parlement européen a produit un rapport d'initiative destiné à définir une position concernant le sommet et une nouvelle stratégie UE-Afrique. Ce rapport est très positif en ce qui concerne l'inclusion des personnes handicapées, grâce au plaidoyer conjoint du FEPH et du Consortium international sur le handicap et le développement (IDDC). En dehors de cela, les opportunités de participation de la société civile avant le sommet ont été rares. Les priorités exactes de la nouvelle stratégie UE-Afrique sont actuellement inconnues. Cependant, il semble probable que la référence à l'inclusion sociale ne sera pas plus définie que la promotion des opportunités pour les jeunes et l'égalité des sexes. Le FEPH continuera à suivre la mise en œuvre de la stratégie et à s'engager de manière proactive avec le Forum africain des personnes handicapées. Contact : Gordon.